



Le rendez-vous hebdomadaire
des amoureux de la nature
N°10 du 29 mars 2024

ECONOMIE PUNITIVE

Dès la nomination de Gabriel Attal, les ONG avaient quelques raisons d'espérer que ce nouveau Premier Ministre, du fait notamment de sa jeunesse, allait reprendre le flambeau et amplifier une politique écologique digne de ce nom.

Après la séquence « tout pour l'agriculture non durable y compris contre la nature et la santé » du mois de février, elles viennent seulement d'être reçues par le Premier Ministre : <https://www.terre-net.fr/environnement/article/864535/les-ong-environnementales-attendent-des-signaux-d-attal>
A la sortie de la réunion elles disent attendre encore des signaux... Au-delà d'une certaine limite, la foi n'est plus qu'une croyance dit le proverbe (que je viens d'inventer). Car avant même la « jacquerie » de la FNSEA du mois de février, Gabriel Attal avait donné le ton dans son discours de politique générale de janvier : <https://www.gouvernement.fr/actualite/ce-qui-faut-retenir-de-la-declaration-de-politique-generale-de-gabriel-attal>. Il y prônait une « écologie à la française », non punitive.

Les scientifiques du GIEC comme de l'IPBES le disent, ce qui nous menace ce n'est pas « l'écologie punitive » mais l'économie punitive. C'est une économie débridée qui a, par exemple, conduit la plupart des agriculteurs dans le mur.

L'Echo des terriers s'est autorisé à un petit exercice : plutôt que de parodier Giscard avec 40 ans de retard, voici ce qu'un jeune Premier Ministre digne de notre époque aurait dû déclarer pour entrer dans l'histoire. C'était pourtant simple, il lui suffisait de remplacer le mot « écologie » par le mot « économie libérale », et « décroissance » par « croissance débridée ». Alors, le discours prenait tout son sens. Et on se serait longtemps souvenu de ce jeune Premier Ministre qui aurait enfin mis des mots sur nos maux :

« Je veux libérer les Français des contraintes qui les freinent et sont autant de boulets pour notre économie écologique.

Face à ces constats, certains voudraient une économie de la brutalité.

Pour eux, l'économie doit être punitive, douloureuse, passer par la désignation de bouc-émissaires et par la croissance débridée.

La croissance débridée, c'est la fin de notre modèle social. C'est la pauvreté de masse. Jamais, je ne l'accepterai.

Je crois, au contraire, qu'on ne fera pas l'économie contre le peuple.

Je crois, au contraire, qu'il faut entendre les inquiétudes des Français – de tous les Français.

Il faut entendre les agriculteurs, qui s'inquiètent de l'avenir de leur métier.

Il faut entendre les élus locaux, qui veulent développer leurs communes.

L'économie sans le peuple, c'est paver le chemin aux crises sociales et aux renoncements.

Au contraire, nous allons continuer à bâtir ensemble, une économie populaire.

Une économie à la Française, avec les Français et pour les Français.

C'est tout le sens de la planification économique qui protégera la biodiversité et permettra une baisse radicale de nos gaz à effet de serre : une baisse de 55% d'ici 2030 !

Une écologie économie populaire, c'est une écologie économie où chacun agit à la hauteur de ses moyens.

C'est pourquoi l'Etat sera exemplaire.

Une écologie économie populaire, c'est une écologie économie des solutions.

Une écologie économie populaire, c'est une écologie économie de la croissance et de l'emploi.

Une écologie économie populaire, c'est une écologie économie qui se construit au plus près des réalités des Français et des territoires.

Des concertations sont en cours, partout en France, aux côtés des élus locaux. Nous donnerons à chacun les moyens de faire, et je souhaite que le financement de leurs plans locaux de transition écologique économique soit établi partout, d'ici l'été.

Une écologie économie populaire, c'est une écologie économie qui protège et assure notre souveraineté.

Réussir la transition écologique économique est le défi de notre génération. Notre jeunesse veut s'engager, participer, aider. Elle se demande comment être utile pour la planète. C'est pourquoi nous lancerons un Service civique écologique, économique qui rassemblera d'ici la fin du quinquennat 50 000 jeunes prêts à s'engager concrètement pour le climat.

J'ajoute que si nous devons réduire nos émissions et protéger notre biodiversité, nous devons aussi nous adapter au dérèglement climatique.

J'assume de dire que tout ne sera pas réglé en quelques semaines, j'assume de dire que les chantiers sont complexes et que pour certains il faudra y travailler encore et encore ».

Mince, ça fait chaud au cœur !

Une petite douche froide ? L'Echo des terriers vous recommande de visionner ce film sur les événements de Sainte-Soline : [« Sainte-Soline, autopsie d'un carnage » : le film en accès libre \(reporterre.net\)](#) A mettre en regard avec les propos du ministre de l'Intérieur s'agissant des manifestations agricoles <https://www.youtube.com/watch?v=Irlx2yBHQD8> « oui on doit les laisser faire sans envoyer les CRS... »

Naturellement vôtre

Meles meles

<https://www.youtube.com/channel/UCNjHISraXGd-yt0RWZdWUFA>